Les premiers pas de la lecture publique à Montréal

The Dawning of Public Reading in Montréal

Los primeros pasos de la lectura pública en Montreal

Gilles Gallichan

Volume 41, numéro 3, juillet–septembre 1995

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1033231ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1033231ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association pour l'avancement des sciences et des techniques de la documentation (ASTED)

ISSN

0315-2340 (imprimé)

2291-8949 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Gallichan, G. (1995). Les premiers pas de la lecture publique à Montréal. *Documentation et bibliothèques*, 41(3), 137–141.
<https://doi.org/10.7202/1033231ar>

Résumé de l'article

C'est à la fin du XVIII^e siècle que se trouvent réunies dans la vallée du Saint-Laurent les conditions propices à l'apparition d'un réseau culturel autour du livre et de la lecture. À Montréal, Fleury Mesplet fonde en 1778 la première imprimerie de la ville. Par la suite, les librairies, les gazettes, les cabinets de lecture et les bibliothèques deviennent les premiers pôles de diffusion et de consommation de l'imprimé. On voit aussi rapidement les pouvoirs politique et religieux suivre de près cette évolution dans le but de la contrôler.

150 ans de lecture publique

Introduction par Réjean Savard

Professeur à l'EBSI et vice-président de l'ABM

Nous avons célébré, l'automne dernier, à l'occasion du Salon du livre de Montréal, le 150^e anniversaire de la lecture publique à Montréal. C'est en effet en 1844 que fut fondé l'Institut Canadien de Montréal, dont la bibliothèque fut annonciatrice au Québec du concept de bibliothèque publique moderne. Les Amis de la Bibliothèque de Montréal (ABM) et l'École de bibliothéconomie et des sciences de l'information de l'Université de Montréal se sont associés dans le cadre de cet anniversaire, afin de tenir un Colloque visant à souligner l'événement. Nous tenons à remercier *Documentation et bibliothèques* qui a accepté de publier les textes des quatre conférenciers invités à ce colloque: Gilles Gallichan, Louis-Georges Harvey, Marcel Lajeunesse et Jacques Panneton. Ainsi, pour la première fois, tous ceux et celles qui s'intéressent aux bibliothèques publiques du Québec et à leur brève histoire pourront consulter, dans une même publication, une synthèse particulièrement intéressante des 150 premières années de leur développement.

Les premiers pas de la lecture publique à Montréal

Gilles Gallichan

Bibliothèque de l'Assemblée nationale
Québec

C'est à la fin du XVIII^e siècle que se trouvent réunies dans la vallée du Saint-Laurent les conditions propices à l'apparition d'un réseau culturel autour du livre et de la lecture. À Montréal, Fleury Mesplet fonde en 1778 la première imprimerie de la ville. Par la suite, les librairies, les gazettes, les cabinets de lecture et les bibliothèques deviennent les premiers pôles de diffusion et de consommation de l'imprimé. On voit aussi rapidement les pouvoirs politique et religieux suivre de près cette évolution dans le but de la contrôler.

The Dawning of Public Reading in Montréal

A cultural milieu revolving around the book and reading emerged in the St. Lawrence Valley at the end of the eighteenth-century. In 1778, Fleury Mesplet founded the first print shop in Montréal. Thereafter, bookstores, periodicals, reading rooms, and libraries were in the fore of the dissemination of the printed word. Political and religious leaders watched this phenomenon with great interest in order to better control it.

Los primeros pasos de la lectura pública en Montreal

Al final del siglo XVIII se encontraron reunidas en el Valle del San-Lorenzo las condiciones propicias para la aparición de una red cultural alrededor del libro y de la lectura. En Montreal, Fleury Mesplet funda en 1778 la primera imprenta de la ciudad. Después, las librerías, las gacetas, los gabinetes de lectura y las bibliotecas llegan a ser los primeros polos de difusión y de consumo del impreso. Vemos también que rápidamente los poderes políticos y religiosos siguen de cerca esta evolución con el propósito de controlarla.

Dans l'histoire du monde occidental, les XVIII^e et XIX^e siècles représentent un âge d'or de la communication par l'imprimé. Même si le XX^e siècle a produit encore plus d'imprimés que tous les siècles précédents, l'arrivée de nouveaux

moyens de communication a placé la presse en concurrence avec d'autres médias. Il y a deux siècles, elle occupait pratiquement tout l'espace social et la lecture était le moyen privilégié de s'informer et d'apprendre.

Il faut bien saisir plusieurs facteurs pour bien comprendre l'évolution et la dynamique de la lecture publique dans une ville comme Montréal. D'abord, constatons cette évidence que la vie urbaine suscite une socialisation favorisant les

échanges culturels. La ville crée une élite qui, à son tour, génère des activités, des associations et des établissements parmi lesquels figurent les imprimeries, les librairies et les bibliothèques. L'alphabétisation progresse aussi pendant tout le XIX^e siècle, permettant à un plus grand nombre de personnes d'accéder au livre. Cette démocratisation culturelle représente l'un des phénomènes majeurs de l'histoire contemporaine.

La politique et l'établissement du parlementarisme suscitent aussi un mouvement en faveur de la lecture. Le débat politique devient un puissant stimulant pour la presse périodique et l'opinion publique se montre avide de nouvelles et gourmande de journaux.

D'autres facteurs interviennent encore comme l'impact de la révolution industrielle qui bouleverse le paysage économique. L'âge de la vapeur révolutionne les communications maritimes et accélère le commerce dont celui du livre. La librairie montréalaise connaît ainsi un bel essor au XIX^e siècle grâce aux progrès de la navigation et bientôt des chemins de fer. L'industrialisation a obligé de plus en plus d'ouvriers à savoir lire pour mieux exécuter leurs tâches et travailler de manière plus sécuritaire.

Il ne faut pas oublier les autres progrès techniques qui ont eu leur impact sur la lecture et sur la vie du livre. La presse à vapeur apparaît au Québec vers 1850. Elle accélère grandement la production d'imprimés; les nouvelles techniques de fabrication du papier contribuent également à diminuer le prix des livres et des journaux et donc à démocratiser la lecture. Pensons aussi à l'éclairage artificiel qui, en moins d'un siècle, est passé de la chandelle à la lampe à l'huile, au bec de gaz, puis à l'électricité. Tous ces progrès matériels ont eu une incidence directe sur la lecture et il faut bien les avoir à l'esprit pour comprendre la place de plus en plus grande du livre dans notre évolution.

Un premier lieu de lecture

Parmi les premiers foyers de vie culturelle à Montréal on retient, bien entendu, l'atelier de Fleury Mesplet, le premier imprimeur de la ville. Mesplet était arrivé à Montréal dans les fourgons

de l'armée d'occupation américaine en 1776 pour diffuser les nouvelles idées démocratiques. Demeuré sur place après la retraite des troupes du Congrès, il fonde son journal, *La Gazette du commerce et littéraire, pour la ville et le district de Montréal*, et il ouvre une librairie.

Jean-Paul de Lagrave, le spécialiste de cette époque, n'hésite pas à affirmer que l'arrivée de Mesplet à Montréal inaugure dans la ville non seulement l'ère de l'imprimerie, mais celle de la librairie, des bibliothèques publiques, du journalisme, voire même de la vie intellectuelle (De Lagrave 1985, 71). Mesplet est un disciple de Benjamin Franklin et un admirateur de la pensée philosophique des lumières. De fait, c'est un homme qui ne manque pas d'idées et de dynamisme. En 1778, avec son associé et ami Valentin Jautard, il inaugure une académie littéraire d'inspiration voltairienne. Selon quelques auteurs, Mesplet aurait aussi fondé un cabinet de lecture s'inspirant des «circulating libraries» qui existaient déjà dans les États américains et dans certaines villes en Angleterre (Lamonde 1979, 37).

Portrait de Fleury Mesplet

Source: *Fleury Mesplet (1734-1794), imprimeur, éditeur, libraire, journaliste*, par Jean-Paul de Lagrave. *Reproduction photographique*: Louis Rioux, BNQ.

Malgré sa prudence éditoriale, Mesplet dérange les autorités locales. À Québec, le gouverneur Haldimand se méfie de cet imprimeur français établi à Montréal, car la Guerre d'indépendance

américaine bat son plein et la France vient d'entrer dans le conflit. Dans de telles circonstances, Mesplet ne se fera-t-il pas un agent de propagande pour les rebelles? De son côté, le supérieur des Sulpiciens, Étienne Montgolfier, n'apprécie pas le penchant de Mesplet pour les idées libérales de Voltaire et des encyclopédistes.

En 1779, Mesplet et son associé Jautard sont arrêtés et demeurent en prison jusqu'à la fin de la guerre. À sa libération, Mesplet relance sa *Gazette de Montréal* et sa librairie. Le défi est de taille. Il meurt en 1794 sans avoir réussi à redonner un élan à son entreprise, mais en ayant ouvert la voie.

La Bibliothèque de Montréal

En 1796, une bibliothèque d'association est fondée à Montréal. Il s'agit d'un groupe de bourgeois qui se réunissent pour établir une bibliothèque à laquelle n'ont accès que les membres de l'association. Il ne s'agit donc pas d'une bibliothèque publique dans le sens que nous donnons aujourd'hui à ces mots, mais bien d'une bibliothèque de collectivité à l'usage de ses membres. Plusieurs bibliothèques du genre existaient déjà aux États-Unis et la ville de Québec avait la sienne depuis 1779¹. Parmi les fondateurs de cette bibliothèque montréalaise, on remarque les noms de Pierre-Louis Panet, avocat, Louis-Charles Foucher, député de Montréal-Ouest et solliciteur général du Bas-Canada et James McGill, marchand et philanthrope bien connu (La Gazette de Montréal 14 mars 1796, 4; Lamonde 1979, 37).

Grâce aux dons de livres faits par plusieurs membres-souscripteurs, cette première bibliothèque à caractère public² à Montréal peut ouvrir ses portes en mai 1796. Une commande est expédiée en Angleterre pour acquérir de nouveaux titres (La Gazette de Montréal 2 mai 1796,

1. Cette bibliothèque avait été fondée par le gouverneur Haldimand en 1779, mais elle ne fut ouverte qu'en 1783.
2. Yvan Lamonde utilise l'expression «bibliothèque semi-publique», ce qui convient bien à ce type d'établissement.

4). La Bibliothèque de Montréal est un club qui rassemble la bonne société de l'époque: des banquiers, des marchands, des députés, des juristes. En cette même année 1796, on annonce à Montréal des conférences publiques sur les sciences physiques (La Gazette de Montréal 14 mars 1796, 4). La vie culturelle commence ainsi à prendre forme.

La Bibliothèque est assidûment fréquentée et, comme dans toutes les bibliothèques, certains usagers négligent de remettre les livres. En 1798, les administrateurs réclament deux douzaines d'ouvrages empruntés et non remis. Parmi ceux-là on remarque *Don Quichotte*, des pièces de théâtre, des oeuvres de Voltaire, de Goldsmith et les *Voyages* de Bougainville (La Gazette de Montréal 21 mai 1798, 4). L'établissement connaît un bel élan au tournant du siècle, mais décline lentement au cours des décennies suivantes. Ses collections atteignent 8 000 volumes vers 1840, mais faute de ressources elle est cédée à cette époque à la Mercantile Association of Montreal (Drolet 1965, 97).

Les premières bibliothèques de prêt

Thomas Cary était imprimeur à Québec et, en 1797, il ouvre dans la capitale une bibliothèque de prêt. Cependant, il a la bonne idée d'étendre sa clientèle à tout le pays en effectuant des prêts postaux. Un catalogue informe le lecteur des ouvrages disponibles. Si un titre l'intéresse, celui-ci fait parvenir à l'imprimeur une traite couvrant les frais de la transaction et de la poste. Un peu plus tard, il reçoit son livre par le courrier. Ce système, bien adapté aux grandes distances du pays, a permis à Cary de prêter ses livres à Montréal et en province pendant de nombreuses années.

L'exemple de Cary est bientôt suivi à Montréal qui voit apparaître ses premières bibliothèques de prêt. Yvan Lamonde en a dénombré une douzaine établies dans la métropole entre 1810 et 1850. Elles sont identifiées comme des «circulating libraries», des «news rooms» ou des cabinets de lecture (Lamonde 1979, 39-62; 1991, 23). Certaines fonctionnent par dépôt, d'autres par souscription ou abonnement. Le phénomène est suffisamment itératif pour marquer une

étape de la lecture populaire à Montréal.

La multiplication des petites bibliothèques et des cabinets de lecture contribue à banaliser la présence du livre et des imprimés dans la ville. Elle stimule aussi le commerce du livre. C'est aussi au début du XIX^e siècle, que s'organise la librairie dans la mouvance des premiers ateliers d'imprimerie.

La librairie

Au début, ce sont les imprimeurs qui vendent des livres. Ils sont en même temps éditeurs et importateurs et si l'imprimeur publie un journal, celui-ci sert de canal publicitaire au commerce de livres et de papeterie. Il existe aussi des encanteurs qui liquident des fonds de bibliothèques personnelles ou des stocks de marchands.

En 1815, Hector Bossange, fils d'un libraire français réputé, fonde à Montréal la première grande librairie d'importation de la ville. Il s'associe bientôt avec Édouard-Raymond Fabre qui assurera pendant plusieurs années le succès commercial de l'établissement. Fabre, qui est un homme d'affaires avisé, joint le commerce du livre à celui des meilleurs produits européens et des fournitures ecclésiastiques. Son magasin devient le rendez-vous des notables, du clergé, des artistes et de toute la bonne société montréalaise. Rapidement, la librairie Fabre apparaît comme un véritable foyer culturel (Roy 1974).

En 1842, une autre librairie apparaît très modestement à Montréal. Elle deviendra néanmoins à la fin du siècle un pôle majeur de la vie du livre québécois. Il s'agit de l'entreprise de Charles-Odilon Beauchemin, éditeur, entre autres, du célèbre *Almanach du peuple*, qui paraît sans interruption depuis 1869 (Landry 1992).

L'édition populaire

Lorsque l'on parle de lecture publique au début du XIX^e siècle, il ne faut pas oublier que s'il existe une lecture destinée à l'élite, il y a aussi, déjà, une lecture plus accessible et plus universelle. L'édition locale progresse dans les premières décennies du siècle grâce à des livres plus populaires qui atteignent un large public.

Par exemple, les almanachs figurent parmi les premiers imprimés largement répandus au sein de la population. Les ruraux, autant que les citadins, appréciaient consulter tous les renseignements usuels qu'ils contenaient. Il en est de même des premiers calendriers indiquant les fêtes, les jours de jeûne et les phases lunaires.

Le catéchisme, ce grand propagateur de la doctrine catholique, connaît aussi de nombreuses éditions largement répandues par les soins du clergé (Brodeur 1991). Le livre de prières est aussi un genre d'imprimé fort populaire. Le premier livre imprimé à Montréal par l'imprimeur Fleury Mesplet était un ouvrage dédié à saint François-Xavier, une commande des Sulpiciens. Il y a aussi l'abécédaire qui demeure un ouvrage à fort tirage, utilisé par tous les instituteurs du pays.

Le journal prend également sa place dans le paysage de l'imprimé montréalais. Après la *Gazette de Montréal*, apparaît en 1811, *The Herald*, journal de la grande bourgeoisie marchande anglophone et, en 1813, *Le Spectateur canadien*, qui deviendra le premier journal patriote de la métropole avant d'être remplacé par la célèbre *Minerve*, fondée en 1826 par Augustin-Norbert Morin.

Les journaux étaient très populaires non seulement auprès des notables mais aussi des artisans, des clercs et des apprentis ainsi que des étudiants. Amédée Papineau, le fils de Louis-Joseph raconte dans ses souvenirs de l'époque où il était élève au Séminaire:

J'ai suivi de près les affaires de mon pays autant qu'il a été en mon pouvoir de le faire. Comme j'étais pensionnaire, je persuadais plusieurs de mes amis, parmi les externes, de m'apporter les journaux; ce qu'ils faisaient assez régulièrement. C'était un attentat énorme contre les règles du collège, en sorte que j'étais obligé de me cacher pour les lire. Souvent c'était là où l'odorat n'était guère satisfait, si l'esprit et le coeur l'étaient³.

3. Extrait du «Journal d'un fils de la liberté» d'Amédée Papineau, cité dans Gilles Gallichan, *Livre et politique au Bas-Canada 1791-1849* (Sillery: Septentrion, 1991), p. 159.

On n'a pas encore étudié toute l'importance du journal dans la dynamique sociale et commerciale. Son autorité et son influence sur les attitudes, sur les progrès urbains, sur les idéologies restent encore à explorer pour une large part.

Il y a aussi la caricature qui fait son apparition vers 1830. C'est le type même de l'imprimé populaire humoristique. Comme aujourd'hui, le monde politique est le premier visé. Le maire de Montréal, Jacques Viger, grand collectionneur, ne dédaignait pas s'en procurer lorsqu'il apprenait qu'un artiste s'était amusé aux dépens des hommes publics (Gallichan 1991, 190).

La censure politique et religieuse

Traditionnellement, les pouvoirs civil et religieux ont entretenu une méfiance envers la lecture publique et, à ce chapitre, Montréal n'a pas échappé au joug de la censure. L'histoire de Fleury Mesplet, emprisonné pour délit d'opinion en 1779, est le premier exemple des relations conflictuelles entre le pouvoir et le monde de l'imprimé. De fait, les autorités ne s'opposent pas à la presse en elle-même, mais elles désirent en garder le contrôle. Le journal d'opposition est donc mal toléré. Quant au livre, il est également surveillé, car il se vend, se prête et se copie rendant son influence encore plus profonde et plus durable.

En 1827, le journaliste Jocelyn Waler du *Spectateur canadien* est emprisonné une première fois par ordre du gouverneur Dalhousie pour avoir défendu dans son journal les droits de la Chambre d'assemblée contre l'exécutif (Garneau 1945; Waterston). En 1832, deux autres journalistes, Ludger Duvernay et Daniel Tracey connaissent aussi la prison pour des textes publiés dans les journaux à propos des conseillers législatifs. En 1837, à la suite des rébellions, l'armée britannique occupe le pays et les journaux patriotes de Montréal sont saisis. Duvernay de *La Minerve* et Edward B. O'Callaghan du *Vindicator* prennent le chemin de l'exil aux États-Unis pour échapper aux rafles militaires.

La censure ecclésiastique s'est davantage structurée après 1836 avec l'établissement du diocèse de Montréal.

Depuis 1760, les Sulpiciens, seigneurs de l'Île de Montréal, veillaient à l'orthodoxie des livres qui circulaient dans la ville, du moins chez les catholiques. Mgr Lartigue, le premier évêque du diocèse, maintient la même vigilance surtout envers les journaux qui expriment des idées libérales ou qui critiquent les positions du clergé. Les livres sont aussi surveillés au point de vue de la morale et de l'idéologie.

En 1836, Duvernay publie à Montréal une édition pirate d'un livre condamné par Rome: *Les paroles d'un croyant* de Félicité de Lamennais. Cet ouvrage qui connaît un énorme succès en Europe, défend le droit des peuples à la liberté et considère le christianisme compatible avec la démocratie. Avec ce livre, Lamennais consacre sa rupture avec l'Église qui avait déjà condamné les positions libérales diffusées dans son journal *L'Avenir*. Au Bas-Canada, les livres français ne sont pas faciles à trouver et ils coûtent cher. Pourtant, Lamennais compte beaucoup d'admirateurs à Montréal et en province, le pays est en pleine effervescence politique et ce livre arrive à point nommé pour alimenter les débats. C'est pourquoi, Duvernay décide de réimprimer l'ouvrage pour répondre à cette demande.

La diffusion d'un livre à l'Index dans le diocèse de Montréal et qui, de plus, est imprimé clandestinement dans la ville, a de quoi inquiéter l'évêque. Mais comme il n'a pas encore l'ascendant moral dont disposeront ses successeurs, il lance son clergé à la chasse aux exemplaires dans les paroisses, plutôt que de lancer un anathème qui n'aurait fait que donner une plus grande publicité à ce livre condamné.

L'Œuvre des bons livres

Dans une société où de plus en plus de gens savent lire, il devient évident pour le clergé montréalais que la meilleure façon de lutter contre les mauvais livres est de répandre les bons livres. Les sulpiciens, déjà engagés dans l'enseignement au Collège de Montréal et responsables de la paroisse Notre-Dame, inaugurent dans la décennie 1840 une action dans le domaine de la lecture publique. Ils fondent en 1844 une «association bibliothécaire ou de l'Œuvre des bons livres», inspirée de mouvements semblables en

France, notamment à Bordeaux. Le but de l'association est d'offrir aux catholiques des livres qui respectent le dogme et la morale.

Ce mouvement prendra son envol pendant la deuxième moitié du siècle et donnera jour au Cabinet de lecture paroissial qui fera concurrence à la bibliothèque de l'Institut canadien. Autour de l'Œuvre des bons livres se grefferont plusieurs activités culturelles qui placeront les sulpiciens au cœur de la vie culturelle montréalaise du XIX^e siècle (Lajeunesse 1982).

Conclusion

De cette rapide «préhistoire» de la lecture publique à Montréal, on doit retenir que les premières années du XIX^e siècle annoncent une ère de profonds bouleversements de l'ordre social, économique et culturel. Avec l'arrivée de l'imprimerie à Montréal à la fin du XVIII^e siècle, débute le commerce du livre et des imprimés. Bientôt, les journaux apparaissent et soutiennent cette librairie à laquelle ils participent. Les petites bibliothèques de prêt ou un établissement associatif comme la Bibliothèque de Montréal de 1796 stimulent encore la circulation des livres, brochures, gravures et journaux.

Graduellement, la librairie et la bibliothèque s'éloignent de l'atelier de l'imprimeur. La librairie Bossange-Fabre est l'exemple le plus clair de cette évolution. L'autonomie des lieux de production, de diffusion et de consommation du livre nous révèle qu'au milieu du XIX^e siècle, Montréal est une ville où la lecture publique peut atteindre un nouveau tournant. À cette époque, la notion même de bibliothèque publique prend forme dans les grandes villes nord-américaines et plusieurs souhaitent que Montréal en possède bientôt une.

Mais la ville est aussi soumise à un contrôle politique et religieux et les établissements de lecture vont devoir composer avec les autorités. Pour les détenteurs du pouvoir la lecture populaire ne se développera pas sans un encadrement moral et idéologique très strict. Entre l'emprisonnement de Fleury Mesplet et celui des patriotes de 1837, se dessine autour de l'imprimé tout un débat de société.

Jusqu'au XX^e siècle, les libéraux et les traditionalistes vont s'affronter pour leur définition de la cité. La question du livre et de la lecture recouvre donc, dès le XIX^e siècle, un enjeu majeur pour l'avenir même du Québec.

Sources consultées

- Brodeur, Raymond. 1991. *Les catéchismes au Québec 1702-1963*. Québec: Presses de l'Université Laval.
- De Lagrave, Jean-Paul. 1985. *Fleury Mesplet (1734-1794), imprimeur, éditeur, libraire, journaliste*. Montréal: Patenaude, p. 71.
- Drolet, Antonio. 1965. *Les bibliothèques canadiennes 1604-1960*. Montréal: Cercle du livre de France, p. 97.
- Gallichan, Gilles. 1991. *Livre et politique au Bas-Canada 1791-1849*. Sillery: Septentrion, p. 191.
- Garneau, François-Xavier. 1945. *Histoire du Canada*. 8^e éd. Montréal: Édition de l'arbre, tome VIII (La crise de 1827), p. 101-128.
- La Gazette de Montréal. 1796. 2 mai: 4
- . 1796. 14 mars: 4
- . 1798. 21 mai: 4
- Lajeunesse, Marcel. 1982. *Les Sulpiciens et la vie culturelle à Montréal au XIX^e siècle*. Montréal: Fides. 278 p.
- Lamonde, Yvan. 1979. *Les bibliothèques de collectivités à Montréal (17^e-19^e siècle)*. Montréal: Bibliothèque nationale du Québec, p. 37, 39-62.
- . 1991. *La librairie et l'édition à Montréal 1776-1920*. Montréal: Bibliothèque nationale du Québec, p. 23.
- Landry, F. 1992. Bien plus qu'un almanach! La librairie Beauchemin. *Cap-aux-Diamants* no 29 (printemps): 32-35.
- Roy, Jean-Louis. 1974. *Édouard-Raymond Fabre, libraire et patriote canadien (1799-1854): contre l'isolement et la sujétion*. Montréal: HMH. 220 p.
- Waterston, E. J. Waller. In *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. VI, p. 885-886.

Marque de l'imprimeur
F. Mesplet

Reproduction photographique: Louis Rioux, BNQ.

PERIODICA

• PERIODICA Abonnements

10 000 titres (magazines, périodiques et journaux du monde entier)

• PERIODICA Vidéo

1 500 titres (arts, sciences, littérature, voyage, jeunesse, cinéma de répertoire)

• BIBLIORAMA

Tous les livres disponibles de langue française distribués au Canada

• BIBLIODATA

Banque de données
des *Livres disponibles canadiens de langue française*
45 000 titres, 516 éditeurs, 250 distributeurs

• Partenaire CEDROM-SNI

600 banques de données sur CD-ROM
(actualité, affaires, sciences et technologies, santé, médecine, éducation)
Accès direct à plus de 1 250 sources
d'information électronique

Demandez nos catalogues : La réponse à vos recherches d'outils pédagogiques de langue française.

PERIODICA INC.

Case postale 444, Outremont
Québec, Canada H2V 4R6

Tél. : (514) 274-5468

Fax : (514) 274-0201

Tout le Canada : 1-800-361-1431